

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

[C – 2017/40185]

29 MARS 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut de militaires

Le Ministre de la Défense,

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées, l'article 21, alinéa 2, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2014;

Vu la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée, l'article 3, alinéa 2, et les articles 4 et 6, modifiés par la loi du 3 août 2016;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 portant exécution de l'article 271/5 de la loi du 28 février 2007 fixant les statuts des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 2016;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires;

Vu le protocole de négociation N-413 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 9 décembre 2016;

Vu l'avis 60.928/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires, l'annexe 1, remplacée par l'arrêté ministériel du 30 novembre 2015, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Bruxelles, 29 mars 2017.

Steven VANDEPUT

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2017/40185]

29 MAART 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen

De Minister van Defensie,

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht, artikel 21, tweede lid, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014;

Gelet op de wet van 30 augustus 2013 tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur, artikel 3, tweede lid, en de artikelen 4 en 6, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 houdende uitvoering van artikel 271/5 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 2016;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-413 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 9 december 2016;

Gelet op het advies 60.928/4 van de Raad van State, gegeven op 27 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. In het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen wordt de bijlage 1, vervangen door het ministerieel besluit van 30 november 2015, vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Brussel, 29 maart 2017.

Steven VANDEPUT

Annexe à l'arrêté ministériel du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut de militaires

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires

ACTE D'ENGAGEMENT EN QUALITE DE CANDIDAT MILITAIRE BDL⁽¹⁾

ACTE DE NOUVEL ENGAGEMENT EN QUALITE DE MILITAIRE BDL⁽¹⁾

1. Identification

N° Matricule :

Nom(s) (en caractères d'imprimerie) :

Prénom(s) (en entier) :

Date de naissance (jour, mois, année) : **Sexe** :

Lieu de naissance (pays et commune) :

Actuellement sous les armes en qualité de :

2. Engagement / nouvel engagement dans le cadre d'une promotion sociale⁽¹⁾

• **Je déclare** souscrire un engagement⁽¹⁾ :

- pour une durée maximum de 8 ans de service⁽¹⁾;
- **ou** jusqu'à l'âge de⁽¹⁾ :
 - trente-quatre ans, en qualité de candidat officier BDL du niveau A ou du niveau B⁽¹⁾;
 - quarante-deux ans, en qualité de candidat officier BDL du niveau A de la filière de métiers "techniques médicales"⁽¹⁾;
 - trente-quatre ans, en qualité de candidat sous-officier BDL du niveau B⁽¹⁾;
 - trente-deux ans, en qualité de candidat sous-officier BDL du niveau C⁽¹⁾;
 - trente-deux ans, en qualité de candidat volontaire BDL⁽¹⁾;

➤ Cet **engagement** prend cours le et expire à la date du

• **Je déclare** souscrire un **nouvel engagement dans le cadre d'une promotion sociale⁽¹⁾** :

- pour une durée maximum de 8 ans de service⁽¹⁾;
- **ou** jusqu'à l'âge de⁽¹⁾ :
 - trente-huit ans, en qualité d'officier BDL du niveau B⁽¹⁾;
 - trente-six ans, en qualité de sous-officier BDL du niveau C⁽¹⁾.

➤ Ce **nouvel engagement** prend cours le à l'expiration de mon engagement et expire à la date du

• **Je déclare** avoir déjà / ne pas avoir encore⁽¹⁾ effectué un engagement en qualité de militaire BDL par le passé.

➤ Dans le cas d'une réponse positive, je déclare avoir déjà effectué années de service en qualité de militaire BDL.

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

3. Déclaration concernant les qualités morales

Je certifie sur l'honneur que, depuis que j'ai remis les documents attestant que je satisfais aux qualités morales :

- j'ai fait l'objet d'une condamnation,
d'une suspension du prononcé ou d'une médiation pénale : oui / non⁽¹⁾
- je fais l'objet de poursuites judiciaires : oui / non⁽¹⁾
- je fais / j'ai fait⁽¹⁾ partie d'un groupe terroriste au sens
de l'Art 139 du Code pénal (voir annexe au présent acte) : oui / non⁽¹⁾

➤ Dans le cas d'une ou plusieurs réponse(s) "oui", l'annexe au présent acte doit être complétée.

4. Je reconnais qu'il m'a été déclaré que je suis soumis aux lois et règlements militaires et que, par cette déclaration, j'ai acquis la qualité de militaire (NE vaut PAS pour celui qui a déjà la qualité de militaire).

Je reconnais qu'il m'a été déclaré que les militaires doivent, en toutes circonstances, servir le pays avec conscience et courage, au besoin au péril de leur vie, conformément à l'article 171, 1° de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Je consens à ce que des enquêtes de sécurité soient effectuées conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Je sais que :

- mon engagement / mon nouvel engagement⁽¹⁾ peut être résilié d'office et sans préavis :
 - s'il a été accepté sur la base d'une fausse déclaration de ma part;
 - si je n'ai pas satisfait aux examens médicaux de sélection, dont les résultats n'étaient pas disponibles à la date de prise d'effet du présent engagement;
- je peux éventuellement être dispensé de tout ou partie de la période d'instruction ou d'une des phases qui la composent si j'ai suivi préalablement avec succès cette ou ces phases ou une formation équivalente.

5. Fait le en trois exemplaires dont un m'a été remis.

Signature du postulant ou du militaire

Cet acte a été accepté et approuvé par moi :

Nom et prénom :

Grade :

Date :

Signature du chef de corps

Sceau du Corps

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN QUALITE DE CANDIDAT MILITAIRE BDL⁽¹⁾**ANNEXE A L'ACTE DE NOUVEL ENGAGEMENT EN QUALITE DE MILITAIRE BDL⁽¹⁾****Je soussigné****N° Matricule** :**Nom(s)** (en caractères d'imprimerie) :**Prénom(s)** (en entier) :**N° national** :**Date de naissance** (jour, mois, année) :**Lieu de naissance** (pays, commune) :**certifie** que, depuis que j'ai remis les documents attestant que je satisfais aux qualités morales, j'ai été condamné / je suis poursuivi / j'ai fait l'objet d'une suspension du prononcé / je fais l'objet d'une médiation pénale⁽¹⁾.**Date de la condamnation / suspension / médiation / début des poursuites⁽¹⁾** :

.....

Description de l'infraction / des faits⁽¹⁾ :

.....

Condamnation / étape de la procédure⁽¹⁾ :

.....

certifie que, depuis que j'ai remis les documents attestant que je satisfais aux qualités morales, je fais / ne fais pas / j'ai fait / je n'ai pas fait⁽¹⁾ partie du groupe terroriste suivant :

.....

Remarques complémentaires éventuelles :

Signature du postulant ou du militaire

Date :

Lieu :

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

EXTRAIT DU CODE PENAL

Art. 137. § 1er. Constitue une infraction terroriste, l'infraction prévue aux §§ 2 et 3 qui, de par sa nature ou son contexte, peut porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale et est commise intentionnellement dans le but d'intimider gravement une population ou de contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte, ou de gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou d'une organisation internationale.

§ 2. Constitue, aux conditions prévues au § 1er, une infraction terroriste :

- 1° l'homicide volontaire ou les coups et blessures volontaires visés aux articles 393 à 404, 405bis, 405ter dans la mesure où il renvoie aux articles précités, 409, § 1er, alinéa 1er, et §§ 2 à 5, 410 dans la mesure où il renvoie aux articles précités, 417ter et 417quater;
- 2° la prise d'otage visée à l'article 347bis;
- 3° l'enlèvement visé aux articles 428 à 430, et 434 à 437;
- 4° la destruction ou la dégradation massives visées aux articles 521, alinéas 1er et 3, 522, 523, 525, 526, 550bis, § 3, 3°, à l'article 15 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, ainsi qu'à l'article 114, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines ou de produire des pertes économiques considérables;
- 5° la capture d'aéronef visée à l'article 30, § 1er, 2°, de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
- 6° le fait de s'emparer par fraude, violence ou menaces envers le capitaine d'un navire, visé à l'article 33 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, ainsi que les actes de piraterie visés à l'article 3 de la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime;
- 7° les infractions visées par l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, modifié par l'arrêté royal du 1er février 2000, et punies par les articles 5 à 7 de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés;
- 8° les infractions visées aux articles 510 à 513, 516 à 518, 520, 547 à 549, ainsi qu'à l'article 14 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines;
- 9° les infractions visées par la loi du 28 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes;
- 10° les infractions visées à l'article 2, alinéa premier, 2°, de la loi du 10 juillet 1978 portant approbation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, faite à Londres, Moscou et Washington le 10 avril 1972;
- 11° la tentative, au sens des articles 51 à 53, de commettre les délits visés au présent paragraphe.

§ 3. Constitue également, aux conditions prévues au § 1er, une infraction terroriste :

- 1° la destruction ou la dégradation massives, ou la provocation d'une inondation d'une infrastructure, d'un système de transport, d'une propriété publique ou privée, ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines ou de produire des pertes économiques considérables, autres que celles visées au § 2;
- 2° la capture d'autres moyens de transport que ceux visés aux 5° et 6° du § 2;
- 3° la fabrication, la possession, l'acquisition, le transport ou la fourniture d'armes nucléaires ou chimiques, l'utilisation d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques, ainsi que la recherche et le développement d'armes chimiques;
- 4° la libération de substances dangereuses ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines;
- 5° la perturbation ou l'interruption de l'approvisionnement en eau, en électricité ou en toute autre ressource naturelle fondamentale ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines;
- 6° la menace de réaliser l'une des infractions énumérées au § 2 ou au présent paragraphe.

Art. 139. Constitue un groupe terroriste l'association structurée de plus de deux personnes, établie dans le temps, et qui agit de façon concertée en vue de commettre des infractions terroristes visées à l'article 137.

Une organisation dont l'objet réel est exclusivement d'ordre politique, syndical, philanthropique, philosophique ou religieux ou qui poursuit exclusivement tout autre but légitime ne peut, en tant que telle, être considérée comme un groupe terroriste au sens de l'alinéa 1er.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires

Steven VANDEPUT

Bijlage bij het ministerieel besluit van 29 maart 2017 tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen

DIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID VAN KANDIDAAT-MILITAIR BDL⁽¹⁾

NIEUWE DIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID VAN MILITAIR BDL⁽¹⁾

1. Identificatie

Stamnummer:

Na(a)m(en) (in drukletters):

Voorna(a)m(en) (voluit):

Geboortedatum (dag, maand, jaar): **Geslacht:**

Geboorteplaats (land en gemeente):

Momenteel onder de wapens in de hoedanigheid van:

2. Dienstneming / nieuwe dienstneming in het kader van een sociale promotie⁽¹⁾

• **Ik verklaar een dienstneming aan te gaan⁽¹⁾:**

- Voor een maximum duur van 8 dienstjaren⁽¹⁾;
 - **of** tot de leeftijd van⁽¹⁾:
 - vierendertig jaar in de hoedanigheid van kandidaat-officier BDL van niveau A of van niveau B⁽¹⁾;
 - tweeënveertig jaar in de hoedanigheid van kandidaat-officier BDL van niveau A van de vakrichting "medische technieken"⁽¹⁾;
 - vierendertig jaar in de hoedanigheid van kandidaat-onderofficier BDL van niveau B⁽¹⁾;
 - tweeëndertig jaar in de hoedanigheid van kandidaat-onderofficier BDL van niveau C⁽¹⁾;
 - tweeëndertig jaar in de hoedanigheid van kandidaat-vrijwilliger BDL⁽¹⁾;
- Deze **dienstneming** neemt aanvang open verstrijkt op datum van

• **Ik verklaar een nieuwe dienstneming in het kader van een sociale promotie aan te gaan⁽¹⁾:**

- Voor een maximum duur van 8 dienstjaren⁽¹⁾;
 - **of** tot de leeftijd van⁽¹⁾:
 - achtendertig jaar in de hoedanigheid van officier BDL van niveau B⁽¹⁾;
 - zesendertig jaar in de hoedanigheid van onderofficier BDL van niveau C⁽¹⁾.
- Deze **nieuwe dienstneming** neemt aanvang opbij het verstrijken van mijn dienstneming en verstrijkt op datum van.....

• **Ik verklaar dat** ik in het verleden reeds / nog geen⁽¹⁾ dienstneming heb vervuld in de hoedanigheid van militair BDL.

- In het geval van een positief antwoord, verklaar ik dat ik reeds..... jaren dienst heb vervuld in de hoedanigheid van militair BDL.

⁽¹⁾ Onnodige vermelding schrappen.

3. Verklaring betreffende de morele hoedanigheden

Ik verklaar op mijn eer dat, sinds ik de documenten heb ingediend, die attesteren dat ik voldoe aan de morele hoedanigheden:

- ik het voorwerp heb uitgemaakt van een veroordeling,
een opschorting van een uitspraak of een bemiddeling in strafzaken: ja / neen⁽¹⁾
- ik het voorwerp uitmaak van een strafvervolgung: ja / neen⁽¹⁾
- ik lid ben / ben geweest⁽¹⁾ van een terroristische groep in de zin
van Art 139 van het Strafwetboek (zie bijlage bij deze akte): ja / neen⁽¹⁾

➤ Indien één of meerdere vragen met "ja" worden beantwoord, dient de bijlage bij deze akte te worden vervolledigd.

4. **Ik erken** dat mij werd verklaard dat ik aan de militaire wetten en reglementen onderworpen ben en dat ik door deze verklaring de hoedanigheid van militair heb verkregen (geldt NIET voor degene die reeds de hoedanigheid van militair heeft).

Ik erken dat mij werd verklaard dat de militairen onder alle omstandigheden het land moedig en gewetensvol moeten dienen, zo nodig op gevaar van hun leven, overeenkomstig artikel 171, 1° van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht.

Ik stem in dat veiligheidsonderzoeken worden ingesteld overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Ik weet dat:

- mijn dienstneming / mijn nieuwe dienstneming⁽¹⁾ van ambtswege kan verbroken worden zonder opzegging:
 - indien deze aanvaard werd op grond van een valse verklaring van mijnentwege;
 - indien ik niet voldaan heb bij de medische selectieonderzoeken, waarvan de uitslagen niet beschikbaar waren op de datum van de aanvang van deze dienstneming.
- ik eventueel kan vrijgesteld worden van het geheel of van een gedeelte van de periode van opleiding of van één van de fases hiervan deel uitmakend indien ik voorafgaandelijk deze fase(s) of een gelijkwaardige vorming met succes heb gevolgd.

5. Opgemaakt op in drie exemplaren, waarvan één mij werd overhandigd.

Handtekening van de sollicitant of van de militair

Deze akte is door mij aanvaard en goedgekeurd:

Naam en voornaam:

Graad:

Datum:

Handtekening van de korpscommandant

Korpszegel

⁽¹⁾ Onnodige vermelding schrappen.

BIJLAGE BIJ DE DIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID VAN KANDIDAAT-MILITAIR BDL⁽¹⁾**BIJLAGE BIJ DE NIEUWE DIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID VAN MILITAIR BDL⁽¹⁾**

Ik ondergetekende

Stamnummer:

Na(a)m(en) (in drukletters):

Voorna(a)m(en) (voluit):

Nationaal nr:

Geboortedatum (dag, maand, jaar):

Geboorteplaats (land, gemeente):

verklaar dat, sinds ik de documenten heb ingediend die attesteren dat ik voldoe aan de morele hoedanigheden, ik werd veroordeeld / ik gerechtelijk word vervolgd / ik het voorwerp uitmaakte van een opschorting van een uitspraak / ik het voorwerp uitmaak van een bemiddeling in strafzaken⁽¹⁾.

Datum van de veroordeling / opschorting / bemiddeling / begin van de vervolging⁽¹⁾:

.....

Omschrijving van het misdrijf / de feiten⁽¹⁾:

.....

Veroordeling / fase van de procedure⁽¹⁾:

.....

verklaar dat , sinds ik de documenten heb ingediend die attesteren dat ik voldoe aan de morele hoedanigheden, ik deel uitmaak / geen deel uitmaak / deel heb uitgemaakt / geen deel heb uitgemaakt ⁽¹⁾ van de volgende terroristische groep:

.....

Eventuele bijkomende opmerkingen:

Handtekening van de sollicitant of van de militair

Datum:

Plaats:

⁽¹⁾ Onnodige vermelding schrappen.

UITTREKSEL VAN HET STRAFWETBOEK

Art. 137. § 1. Als terroristisch misdrijf wordt aangemerkt het misdrijf bepaald in de §§ 2 en 3 dat door zijn aard of context een land of een internationale organisatie ernstig kan schaden en opzettelijk gepleegd is met het oogmerk om een bevolking ernstige vrees aan te jagen of om de overheid of een internationale organisatie op onrechtmatige wijze te dwingen tot het verrichten of het zich onthouden van een handeling, of om de politieke, constitutionele, economische of sociale basisstructuren van een land of een internationale organisatie ernstig te ontwrichten of te vernietigen.

§ 2. Als terroristisch misdrijf wordt onder de voorwaarden bepaald in § 1, aangemerkt :

- 1° het opzettelijk doden of opzettelijk toebrengen van slagen en verwondingen bedoeld in de artikelen 393 tot 404, 405bis, 405ter voor zover er naar de bovengenoemde artikelen wordt verwezen, 409, § 1, eerste lid, en §§ 2 tot 5, 410 voorzover er naar de bovengenoemde artikelen wordt verwezen, 417ter en 417quater;
- 2° de gijzelneming bedoeld in artikel 347bis;
- 3° de ontvoering bedoeld in de artikelen 428 tot 430 en 434 tot 437;
- 4° de grootschalige vernieling of beschadiging bedoeld in de artikelen 521, eerste en derde lid, 522, 523, 525, 526, 550bis, § 3, 3°, in artikel 15 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij, en in artikel 114, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waardoor mensenlevens in gevaar worden gebracht of aanzienlijke economische schade wordt aangericht;
- 5° het kapen van vliegtuigen bedoeld in artikel 30, § 1, 2°, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart;
- 6° het zich door bedrog, geweld of bedreiging jegens de kapitein meester maken van een schip, bedoeld in artikel 33 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij, evenals de daden van piraterij bedoeld in artikel 3 van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee;
- 7° de strafbare feiten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2000, en die strafbaar zijn gesteld door de artikelen 5 tot 7 van de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen;
- 8° de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 510 tot 513, 516 tot 518, 520, 547 tot 549, en in artikel 14 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij, waardoor mensenlevens in gevaar worden gebracht;
- 9° de strafbare feiten bedoeld in de wet van 28 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;
- 10° de strafbare feiten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 10 juli 1978 houdende goedkeuring van het Verdrag tot verbod van de ontwikkeling, de productie en de aanleg van voorraden van bacteriologische (biologische) en toxinewapens en inzake de vernietiging van deze wapens, opgemaakt te Londen, Moskou en Washington op 10 april 1972;
- 11° de poging, in de zin van de artikelen 51 tot 53, tot het plegen van de in deze paragraaf bedoelde wanbedrijven.

§ 3. Als terroristisch misdrijf wordt onder de voorwaarden bepaald in § 1 eveneens aangemerkt :

- 1° andere dan in § 2 bedoelde grootschalige vernieling of beschadiging, of het veroorzaken van een overstroming van een infrastructurale voorziening, een vervoerssysteem, een publiek of privaat eigendom, waardoor mensenlevens in gevaar worden gebracht of aanzienlijke economische schade wordt aangericht;
- 2° het kapen van andere transportmiddelen dan bedoeld in het 5° en 6° van § 2;
- 3° het vervaardigen, bezitten, verwerven, vervoeren, of leveren van kernwapens of chemische wapens, het gebruik van kernwapens, biologische of chemische wapens, alsmede het verrichten van onderzoek in en het ontwikkelen van chemische wapens;
- 4° het laten ontsnappen van gevaarlijke stoffen waardoor mensenlevens in gevaar worden gebracht;
- 5° het verstoren of onderbreken van de toevoer van water, elektriciteit of andere essentiële natuurlijke hulpbronnen waardoor mensenlevens in gevaar worden gebracht;
- 6° de bedreiging met het plegen van één van de strafbare feiten bedoeld in § 2 of in deze paragraaf.

Art. 139. Met terroristische groep wordt bedoeld iedere gestructureerde vereniging van meer dan twee personen die sinds enige tijd bestaat en die in onderling overleg optreedt om terroristische misdrijven te plegen, als bedoeld in artikel 137.

Een organisatie waarvan het feitelijk oogmerk uitsluitend politiek, vakorganisatorisch, menslievend, levensbeschouwelijk of godsdienstig is of die uitsluitend enig ander rechtmatig oogmerk nastreeft, kan als zodanig niet beschouwd worden als een terroristische groep in de zin van het eerste lid.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 maart 2017 tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen

Steven VANDEPUT